



Déclaration de la FSU CDEN du 27 juin

Les personnels de l'Éducation nationale ont vécu cette année scolaire un niveau inédit de difficultés et de mépris pour leur professionnalité, ils y ont opposé un niveau inédit de mobilisation. Et ce n'est pas fini !

La casse de l'École publique est en marche, malgré tous les discours – oserons-nous dire les « bobards »- de notre ministre champion des médias, et la défiance est de mise.

Transformer l'École au service de la réussite de toutes et tous – et non de quelques uns – demande un investissement à la hauteur des enjeux. La fonction publique et les services publics en général, le service public d'éducation en particulier, n'ont pas vocation à être rentables ; faire des économies au nom de la « baisse des dépenses publiques » est un non sens, les faire sur le dos de la jeunesse donc de l'avenir de notre pays est un scandale.

Le service public est une richesse, et le seul levier permettant de faire vivre concrètement la devise « liberté, égalité, fraternité ».

Pourtant, à la rentrée, il n'y aura pas de postes supplémentaires pour accompagner nos élèves et les aider, les faire grandir et s'émanciper, leur faire s'approprier la devise de la République. Si ce n'est, éventuellement, un bout de drapeau accroché au fond de la classe, qui servira au moins à cacher la peinture écaillée ou les trous dans le mur... voire à remplacer les rideaux ou stores inexistantes pour tenter de résister à la chaleur caniculaire !

Le manque de moyens est partout ; cela concerne également le bâti scolaire. La majorité des locaux scolaires, écoles et établissements sont mal isolés, l'accès à l'eau est insuffisant au regard du nombre d'élèves, les baies vitrées couplées à une exposition des bâtiments plein sud ne possèdent souvent aucun store ni rideau... La liste des facteurs, qui ne manquent pas d'aggraver la situation, est malheureusement conséquente. Le ministre reporte, de manière unilatérale, les épreuves du brevet des collèges, publie une liste de consignes hors sol... mais ne prend pas la responsabilité de fermer les écoles... Nous avons bien vu que des recommandations ont été adressées aux directeurs et directrices d'écoles et aux chefs d'établissement pour prévenir les effets de la canicule. Mais nous avons de nombreux exemples qui nous permettent de dire que certaines des recommandations les plus importantes ne pourront pas être mises en œuvre, faute de conditions matérielles adéquates.

Il faudra pourtant s'habituer à de telles conditions climatiques, et prendre des mesures pérennes, avec un cahier des charges national concernant le bâti.

Autres conséquences du dérèglement climatique : non seulement les températures augmentent, mais le nombre d'élèves dans les classe aussi ; après les dinosaures, la 6ème extinction de masse des espèces est en marche... et une 7ème extinction se profile : celle de la biodiversité enseignante ! Fin du « Plus de Maîtres que de Classes », disparition progressive des remplaçant.es et des RASED, perte d'enseignant.es des écoles, fermeture de zones de remplacement dans le second degré, difficultés de recrutement...

Évoquons la carte scolaire : 15 postes supprimés en Savoie à la rentrée 2019 ; 15 démissions pendant l'année scolaire 2018-2019, soit 250 % d'augmentation ; 13 contractuels recrutés n'ayant pas permis de combler le déficit d'enseignant.es ; un nombre de journées non remplacées dont nous savons qu'il frôle le millier ; un manque cruel de remplaçant.es qui conduit l'institution à affirmer que le remplacement n'est pas un dû, mais qu'il suffit seulement d'accueillir des élèves à l'école...

répartis dans les autres classes, et faisant dysfonctionner l'ensemble. La continuité du service public n'est plus assurée. La pénurie de moyens se fait sur le dos de nos élèves, et dégrade toujours plus nos conditions de travail. Même la mise en place des PIAL (*dispositif de gestion des AESH pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap*) n'est qu'une manière, une de plus, de gérer la pénurie.

Cela ira en s'aggravant, puisque le projet de loi dit de transformation de la Fonction Publique prévoit le recrutement massif de personnels contractuels. Ce projet prévoit aussi la disparition des instances paritaires, et la réduction du rôle des représentant.es des personnels. Pourtant, notre mission est précieuse, nous permet de faire vivre les notions d'équité et de transparence. Elle permet d'éviter de nombreuses erreurs dans la gestion de carrière des enseignant.es (mobilité, avancement...), permet de défendre les personnels et les écoles grâce à notre connaissance du terrain et notre souci de préservation et développement du service public de proximité.

Bientôt, nos collègues ne pourront sans doute même plus s'exprimer sur ces sujets et leurs conséquences en terme de dégradation des conditions de travail et d'apprentissage pour les élèves, à peine le penser, sous couvert d'un devoir d'exemplarité qui n'est rien d'autre qu'une injonction – une de plus - d'obéissance, et de fonctionnalité des fonctionnaires. Il faudrait nous taire, au nom du bien-être de nos élèves, dont nous sommes, trop souvent, les seuls à nous préoccuper réellement.

Vous comprendrez bien que, dans ces conditions, le mot « confiance » ait perdu toute sa valeur.

Vous comprendrez également que nous nous inquiétions des conditions dans lesquelles nous exercerons à la prochaine rentrée.

Vous comprendrez surtout que nous continuerons de nous battre et nous mobiliser, parce que nous sommes profondément dévoués au Service Public d'Éducation.

Après le rassemblement, symbolique, de ce midi, nos collègues seront en grève lundi 1^{er} juillet, premier jour de surveillance des épreuves du DNB (brevet des collèges), pour dénoncer les augmentations d'effectifs, le management autoritaire et les réformes en cours (loi Blanquer, réforme du bac, du lycée, Parcoursup...), qui ne font qu'aggraver les inégalités.